

## **Patrick ARTUS**

### **La crise de l'endettement est une crise de l'économie réelle**

*Le 7 février dernier, le Conseil d'analyse de la société a invité Patrick Artus à exposer sa vision des origines de la crise, de la manière dont elle est gérée, ainsi que des solutions politiques qui lui paraissent appropriées pour en sortir. Nous présentons ici la retranscription de son intervention et de la discussion à laquelle celle-ci a donné lieu.*

Nous avons tous été fortement impressionné par les deux crises successives. Celle, d'abord, de 2008-2009, que l'on a pris l'habitude d'appeler crise des *subprimes* : elle est partie du marché immobilier, essentiellement aux Etats-Unis, mais aussi dans d'autres pays, en Irlande, au Royaume-Uni, en Espagne, pour aboutir à une crise complètement globale de l'économie mondiale. Ensuite, depuis 2010, et surtout l'année dernière, la crise des dettes publiques en Europe.

Avant de regarder spécifiquement comment ces deux crises ont été gérées, il faut selon moi bien voir qu'il s'agit en fait de deux manifestations successives du même problème. Il ne s'agit pas de deux crises différentes qui se sont suivies, mais d'un problème qui a son origine dans les années 90, longtemps avant, donc, la première de ces deux crises.

*L'endettement : un moyen artificiel de pallier la perte de substance économique*

Quel est en effet le problème ? Il me semble que le problème essentiel auquel ont été confrontés les Etats-Unis et la plupart des pays Européens, plutôt les pays du sud d'ailleurs, est celui d'une perte de substance économique au profit des pays dits « émergents ». Quand vous regardez les chiffres, vous voyez très clairement se produire, à partir de la seconde moitié des années 1990, un transfert considérable de capacités de production et d'emplois des pays occidentaux vers les pays émergents - d'abord les pays d'Asie, puis les pays d'Amérique latine et l'Europe centrale.

Les transferts de capacités de production, en particulier, sont tout à fait impressionnants. En France, la capacité de production de l'industrie est aujourd'hui la même qu'en 1998. Nous n'avons pas acquis une once de capacité de production supplémentaire depuis quatorze ans, alors que, dans le même temps, la Chine a vu la sienne tripler.

Or la plupart des pays concernés n'ont pas su mettre en place, en réaction à cette perte de substance économique, à cette perte de capacité de parts de marché, des politiques de fond qui leur permettent de surmonter la crise sur le long terme. Ils ont mené des politiques de soutien à court terme de la demande en utilisant des moyens artificiels. Cela a d'abord consisté, dans la seconde moitié des années 1990, à faire s'endetter les entreprises, avec pour conséquence la bulle sur les actions - surtout les actions de sociétés de nouvelles technologies, qui étaient alimentées par des acquisitions d'entreprises trop onéreuses, rendues possibles par du crédit bon marché. Puis, à partir du début des années 2000, on a poussé les ménages à s'endetter pour qu'ils achètent essentiellement de l'immobilier - d'où la bulle immobilière et la crise de surendettement des ménages à partir de 2007, laquelle est partie des Etats-Unis mais a aussi touché la plupart des pays européens (pas les pays du nord, mais la plupart des pays du sud). Enfin, à partir de 2008, les Etats ont été conduits à s'endetter, ce qui amène à la crise des dettes publiques, déclenchée en 2010 – 2011 et qui se poursuit encore aujourd'hui.

Nous avons donc assisté à l'utilisation désespérée du crédit comme façon de fabriquer de la demande dans des pays qui perdaient leurs capacités de production, qui perdaient leur substance économique au profit des émergents. Cela a semblé fonctionner durant un temps. Quand on fait des bulles sur le prix des actifs, on favorise la consommation à crédit, les achats de logement à crédit. Mais cela ne pouvait constituer la solution durable à une perte massive de parts de marché au profit des pays émergents.

Le cas français est à cet égard spectaculaire : en 1998, les exportations de la France représentaient 7% du commerce mondial hors énergie ; aujourd'hui, elles n'en représentent plus que 3,5%. Nous avons donc perdu la moitié de nos parts de marché à l'export. Si nous n'avions pas utilisé le crédit de la façon dont nous l'avons fait dès la fin des années 1990, nous n'aurions eu pratiquement aucune croissance. Nous avons donc fabriqué de la croissance simplement en dopant l'économie par le crédit - d'abord les entreprises, puis les ménages et, enfin, l'Etat. Telle est le fond de la réalité de la crise que nous traversons.

### *La stratégie gagnante face à la concurrence des pays émergents*

Quelques pays ont réagi différemment : ce sont des pays qui, face à la concurrence des émergents, ont décidé de « monter en gamme ». Il serait du reste plus pertinent de dire « différencier leur production par rapport à ce que produisent les pays émergents ». Si vous produisez des produits différents, vous êtes évidemment moins pris dans la concurrence des

émergents. Parmi ces pays qui ont fait cet effort, on peut certainement citer la Finlande, la Suède, le Canada, l'Allemagne, les Pays Bas, l'Australie.

L'Australie et le Canada ont été bien aidés par les matières premières, mais ce n'est pas le cas de l'Allemagne, par exemple. L'Allemagne a mené dès le début des années 2000 (l'agenda 2010 de Schröder) des politiques pour essayer de différencier son appareil productif de l'appareil productif des émergents. Cela a permis aux Allemands, après plusieurs années difficiles, de garder leurs parts de marchés. Les parts de marchés de l'Allemagne dans le commerce mondial sont les mêmes aujourd'hui qu'en 1998. Dans la même période, les Chinois sont passés de 2 à 13. Il fallait être très bon pour garder ses parts de marché dans ces conditions.

Cela a permis aux Allemands de conserver ainsi un emploi industriel de grande quantité. Or, cet emploi industriel est bien payé. Le salaire moyen dans l'industrie allemande – qui occupe directement 20% des Allemands – est de 40 000 euros par an. L'Allemagne est parvenue à conserver ce gros cœur industriel avec des salariés plutôt bien payés, bien protégés, alors que d'autres pays comme la France ou l'Espagne, ou encore les Etats-Unis, ont perdu une grosse partie de ce cœur industriel – par conséquent aussi les salariés protégés et bien payés qui vont avec.

Il existait donc d'autres méthodes que le crédit, mais la technique du crédit face à la concurrence des émergents est celle qui a été utilisée aux Etats-Unis, en Espagne, en Angleterre, au Portugal, en Grèce, en France, et dans une moindre mesure en Italie. C'est cette question qui, aujourd'hui en France, nous préoccupe.

### *Comment le monde est sorti de la crise des subprimes*

Le deuxième point de l'analyse concerne la sortie de ces deux crises. Nous sommes à peu près sorti de la crise des *subprime* - la faillite de DEXIA étant le dernier soubresaut de cette crise en France (il s'agit d'un soubresaut lointain, et peu conséquent). On est parvenu à en sortir grâce un mélange de plusieurs types de mesures : une énorme injection de liquidités dans l'économie par les banques centrales, de l'argent public injecté dans les comptes des banques, dans l'économie, une restructuration des bilans des entreprises, une restructuration des bilans des banques.

Le système bancaire, américain et européen, a provisionné, à cause de la crise des *subprimes*, un peu plus de 2000 milliards de dollars : il a perdu plus 2000 milliards de dollar entre 1997 et aujourd'hui, mais s'est recapitalisé pour à peu près 2000 milliards de dollar. Il s'agissait

d'ailleurs essentiellement d'argent privé, avec juste un peu d'argent public, sauf dans les cas de l'Irlande et du Royaume-Uni où les banques ont été nationalisées. On est sorti de cette crise avec aussi un énorme effort de recapitalisation des entreprises, de désendettement, et puis un soutien des banques centrales, qui ont créé de la monnaie au bon moment pour éviter qu'il y ait des faillites bancaires, pour baisser les taux d'intérêt.

### *Comment la zone euro est sortie de la crise des dettes publiques*

Nous sommes également en train de sortir de la crise des dettes publiques de la zone euro. Il suffit de regarder les taux d'intérêt que payent les Italiens, les Espagnols et les Irlandais. La situation s'améliore assez rapidement par le recours à la même technologie : à nouveau des recapitalisations de banques, des déficits publics et surtout énormément d'injections de liquidités.

Les taux d'intérêt sont à zéro à peu près dans tous les pays. Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale garantit que, jusqu'en 2014 au moins, les taux d'intérêt seront à zéro, ce qui est constitue une politique assez spectaculaire. Pas très inattendu cependant, dans la mesure où son président, Ben Bernanke, fait exactement, chapitre par chapitre, ce qu'il enseignait à ses étudiants. Ceux qui ont lu le manuel de macro-économie de Bernanke peuvent ainsi prévoir la prochaine étape de sa politique, qui va être de déprécier considérablement le dollar. Il fait les choses exactement dans l'ordre qu'il a décrit dans son livre, ce qui facilite les anticipations.

Contrairement à ce que croient les Anglo-Saxons, la zone euro sort également de la crise, à nouveau par la technique consistant à inonder les pays de liquidités. Cela donne des taux d'intérêt très faibles, qui ont pour conséquence de permettre à la consommation de repartir, et aux banques de ne pas avoir de problème de liquidités. Comme les banques peuvent s'endetter pour n'importe quel montant à des taux d'intérêt très bas, elles continuent de gagner de l'argent et se reconstruisent des fonds propres avec cet argent. Ces liquidités bon marché dont bénéficient les banques constituent une incitation à financer les Etats en difficulté, qui cessent en conséquence d'être en difficulté. C'est ce qui est en train de se passer en Italie et en Espagne. Nous allons donc nous aussi sortir de cette crise.

### *La stratégie de Mario Draghi : financer les Etats en contournant l'interdit allemand*

Avant de regarder vers le futur, il faut tout de même que je dise un mot sur la gestion précise de cette crise. Si l'on en sort, c'est grâce à la Banque Centrale Européenne et à son nouveau

président, Mario Draghi. Je ne suis du reste pas certain que cela se serait aussi bien passé avec Jean-Claude Trichet. Le nouveau président de la BCE a compris que les Allemands avaient une vision extrêmement rigide de tout ce qui est possible, impossible, constitutionnel ou non constitutionnel.

Il a compris que ce n'était pas la peine d'avoir un affrontement avec les Allemands mais qu'il fallait faire des propositions qui apparaissent légales et utiles du point de vue de l'Allemagne. On ne peut pas financer directement les Etats, puisque les Allemands ne le veulent pas. Quand nous rencontrons nos collègues du Conseil des sages allemands, nous avons l'impression d'être en face de cinq juristes et non pas de cinq économistes. Si on leur demande pourquoi ceci ou cela n'est pas possible, ils vous expliquent que ce n'est pas possible, parce qu'il est écrit dans la Constitution que ce n'est pas possible ! Heureusement, on a le droit de prêter aux banques pour qu'elles prêtent aux Etats. Puisque c'est constitutionnel en Allemagne, on prête donc aux banques des montants gigantesques, lesquelles banques prêtent ensuite aux Etats - ce qui revient absolument au même que si la BCE prêtait directement aux Etats, à ceci près que c'est une chose qu'on n'a pas le droit de le faire.

Mario Draghi, à la différence de Jean-Claude Trichet, a compris qu'il fallait tourner autour des Allemands. Il est en train de nous sortir de la crise en faisant en Europe ce que son collègue de la Réserve fédérale fait depuis 2008, à savoir provoquer une inondation de liquidités qui finit nécessairement par résoudre les excès d'endettement.

Il le dit d'une façon extrêmement prudente, bien entendu. Il ne dit pas : « J'inonde l'Europe de liquidités » ; il dit : « J'aide les banques à maintenir une liquidité suffisante pour que les mécanismes de transition de la politique monétaire soient bien assurés ». Personne ne comprend rien, mais il le fait : il inonde l'Europe de liquidités, comme Bernanke inondait les Etats-Unis de liquidités. Cette année, il y aura 3% de croissance aux Etats-Unis, parce que, quand on vous remplit les poches de billets, il arrive un certain moment où vous avez une petite envie de les dépenser : cela suffit à faire repartir l'économie. Nous faisons donc la même chose, en finançant les Etats par la seule technique légale aux yeux des Allemands, celle qui consiste à le faire faire par les banques, une méthode pour laquelle les Allemands n'ont aucune hostilité.

### *L'aveuglement de la politique des Etats à l'égard de la Grèce*

De leur côté, les Etats ont eu une gestion épouvantable de la crise, notamment dans le cas grec. La Grèce est insolvable, c'est-à-dire que les Grecs sont incapables - dans l'état de leur

économie et depuis très longtemps - de rembourser leur dette. Au lieu de l'admettre, et de reconnaître depuis le début que les Grecs sont insolvable, on continue de faire semblant de croire qu'ils rembourseront leur dette.

Je ne comprends pas que l'on puisse prendre au sérieux la démarche Franco-allemande consistant à prêter aux Grecs de l'argent qu'on ne veut pas qu'ils dépensent puisqu'on le met dans un fonds destiné uniquement à rembourser leurs créanciers. Cela signifie que les Etats prêtent aux Grecs de l'argent que ceux-ci rendent dans la minute à leurs créanciers. Il n'y a pas un euro destiné à créer un emploi en Grèce ! On organise un gigantesque transfert de la dette grecque des créanciers privés vers les créanciers publics, qui prêtent maintenant à la Grèce sans que cela ne lui profite en rien.

Dans le même temps, on dit aux Grecs de continuer à licencier les fonctionnaires et à monter les impôts au motif qu'ils ne font pas assez d'efforts. Le problème est que l'économie grecque n'existe plus, 30% des entreprises ayant disparu depuis le début de la crise : plus ils montent les impôts, moins il y a de recettes fiscales, parce que tout le monde devient chômeur et que ceux qui ne sont pas chômeurs s'en vont (70% des médecins ont ainsi déjà quitté la Grèce). L'usage de la machine à carte de crédit a totalement disparu, puisqu'on paie tout en cash, sans facture. On est en train de contraindre cette économie à basculer dans l'économie souterraine, ce qui revient à la faire reculer dans le temps, et ne la fait assurément pas progresser.

On a ainsi prêté 35 milliards d'euros aux Grecs l'année dernière, qu'ils ont entièrement rendu jusqu'au dernier euro à leurs créanciers, sans qu'un seul de ces euros ne crée l'ombre du début d'un emploi en Grèce ! Si l'on avait consacré la moitié de l'argent à essayer de créer des emplois, en prenant évidemment quelques précautions sur la façon de le faire, cela aurait été beaucoup plus efficace. Or, on persiste dans cette ligne, dont la seule limite paraît être le taux d'imposition à 100% de tous les revenus ! On ne peut pas faire pire, et l'on aboutit à faire disparaître totalement l'économie grecque sans que cela bénéficie à personne.

Cela se terminera par la décision que finiront par prendre les Grecs de ne rembourser aucun de leurs créanciers, pas même leurs créanciers publics, c'est-à-dire les Etats, la BCE, l'UE et le FMI. Parce qu'à être contraint de choisir entre mourir ou rembourser ses créanciers, on finit nécessairement par choisir de ne pas mourir et de ne pas de rembourser ses créanciers.

### *Le refus de la solidarité européenne et la fiction de la solvabilité de la Grèce*

Les chefs d'Etat européens refusent manifestement d'accepter l'idée qu'il puisse y avoir en Europe une région très pauvre, très déshéritée qui ne peut pas s'en tirer sans aides. On a

préférée maintenir la fiction que si les Grecs se géraient bien, ils pourraient devenir un Etat normal. Cela n'est pas possible ! Personne ne suggérerait de réindustrialiser le plateau du Larzac ! Quand on est instituteur à La Cavalerie du Larzac, on est payé par les impôts des Français ; s'il fallait être payé par les impôts des habitants du Larzac, ce ne serait pas tenable. Dans tous les pays, il y a des régions pauvres, déshéritées et désindustrialisées, qui ont besoin de la solidarité du pays pour ne pas mourir. On refuse de l'admettre, on refuse la moindre solidarité vis-à-vis des Grecs. Et l'on continue à prétendre qu'ils vont s'en tirer simplement en n'ayant plus de fonctionnaires et en augmentant les impôts. La seule chance des Grecs, ce seraient justement de faire l'inverse ! Ce serait de faire comme les Irlandais, c'est-à-dire de baisser les impôts pour attirer à nouveau quelques entreprises. Qui va aller produire en Grèce quand l'économie est totalement désorganisée et qu'il y aura en plus les impôts les plus élevés d'Europe ? Il y a tout de même assez peu de chance que cela fonctionne !

La gestion de la crise est donc dramatique, non coopérative, et nie la réalité des pays concernés. Je crois que tout est parti de l'idée de départ de Jean-Claude Trichet selon laquelle dans la zone euro, il ne pouvait y avoir que des pays solvables qui remboursent leur dette. L'idée qu'un pays de la zone euro puisse ne pas rembourser toutes ses dettes lui était totalement insupportable ! On a donc maintenu la fiction suivant laquelle, après un effort d'ajustement, les Grecs rembourseraient leur dette. Evidemment, les Grecs ne rembourseront jamais leur dette : aujourd'hui, 90% du déficit public de la Grèce est constitué des intérêts sur la dette. Si on supprimait la dette de la Grèce, les Grecs deviendraient solvables : ils pourraient même utiliser un peu d'argent public pour faire des choses intelligentes, ce qui, aujourd'hui, n'est évidemment pas le cas.

Quand la Roumanie a un problème, on confie le pays au FMI. Cela se passe bien, parce que le FMI n'est plus ce qu'on croit, ce n'est plus le FMI des années 1980 : ce sont désormais des gens assez raisonnables, qui identifient assez vite les problèmes de fond du pays, et qui jamais ne prêteraient davantage d'argent à quelqu'un qui est déjà insolvable. Prêter davantage à quelqu'un d'insolvable ne sert à peu près à rien, et c'est pourtant exactement ce que nous avons fait avec la Grèce ! Le FMI ne l'aurait pas fait, mais, par orgueil, nous n'avons pas voulu admettre l'idée que le FMI s'occupe d'un pays de la zone euro.

*Le problème français, après comme avant la crise : le déclin du potentiel de croissance*

Dernier point : de quoi sera fait le futur ? Notre problème tient au fait que nous n'avons pas beaucoup de croissance. J'ai écrit, avec un camarade journaliste, un livre qui s'appelle *La*

*France sans ses usines*<sup>1</sup>. Chaque fois que nous allons dans une librairie ou devant le grand public, nous nous faisons interpellé sur le thème : « mais pourquoi diable voulez-vous absolument qu'on ait de la croissance ?! Si vous nous annoncez que nous n'aurons plus de croissance, voilà enfin une bonne nouvelle ! » Du point de vue normal d'un économiste, cependant, notre problème est bien que nous avons besoin de plus de croissance que celle que nous avons.

Le potentiel de croissance de la France dans les dix prochaines années est à peu près de 1% par an, dont la moitié servira à financer le vieillissement démographique, et l'autre moitié à acheter le pétrole. En gros, la hausse des prix de l'énergie mangera ½ point par an, et le vieillissement démographique ½ point par an, si bien qu'il ne restera rien à distribuer. Les jeunes actifs sortiront du marché du travail dans quarante-deux ans avec le même salaire, avec le même pouvoir d'achat qui est le leur aujourd'hui lorsqu'ils entrent sur le marché du travail. Je ne trouve pas que ce soit une perspective formidable pour les jeunes actifs !

Notre problème de fond est que nous n'avons pas assez de croissance. Malheureusement, ces deux crises nous ont encore enlevé de la croissance. Les Etats investissent moins, parce qu'ils doivent réduire les déficits publics. Les entreprises investissent moins, parce qu'elles sont devenues très prudentes ; elles sont assises sur des montagnes de réserves financières qu'elles ne veulent pas investir. Nous sortirons de cette crise par la création monétaire, par les techniques habituelles, mais avec un potentiel de croissance encore plus faible que celui d'avant.

Notre situation ne s'est donc pas du tout arrangée. Même si on résout le problème de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, et peut-être aussi de la Grèce (si on devient raisonnable), on va se retrouver avec le problème qui nous occupe depuis maintenant quinze ans : nous ne savons pas comment faire pour avoir un peu plus de croissance. Nous sortons de la crise, mais nous nous trouvons dans le même état qu'en 1998 : nous continuons à perdre de la substance économique, l'industrie continue à s'en aller, les emplois qualifiés continuent à disparaître et à être remplacés par des emplois très peu qualifiés. Nous n'avons rien fait pour régler notre problème de fond, à la différence des pays, notamment l'Allemagne, qui ont fait autrement que nous.

Aux Etats-Unis, on commence à voir un changement. Les Etats-Unis sont en train de reconstruire des emplois qualifiés dans l'industrie. C'est impressionnant, dans la mesure où cela faisait vingt ans qu'ils en détruisaient. Ils le font au moyen de deux techniques qui sont

---

<sup>1</sup> Patrick Artus, Marie-Paule Virard, *La France sans ses usines*, Fayard, 2011

aussi extrêmement déplaisantes aux yeux du grand public rencontré dans les librairies. Première technique, la baisse des salaires. Les Etats-Unis sont redevenus un endroit compétitif pour produire : on peut aujourd'hui fabriquer de la chimie aux Etats-Unis moins chère qu'en Chine, et la productivité y est beaucoup plus élevée. 2) Le second moyen est le gaz de schiste, lequel a le bon goût de valoir quatre fois moins cher que le gaz que l'on produit en Europe ou en Asie. Toute l'industrie américaine est donc en train de basculer sur le gaz. Cela engendrera d'ailleurs une situation internationale inédite, puisque les Etats-Unis n'importeront plus du tout de pétrole du Moyen-Orient. Ils auront suffisamment de pétrole avec le Canada, le Mexique et le Venezuela - compte tenu du fait qu'ils vont basculer tout ce qu'ils peuvent du pétrole vers le gaz naturel qu'ils produisent eux-mêmes -, si bien que le Moyen-Orient va devenir un problème purement européen.

Avec une énergie bon marché et des salaires qui ont baissé, les Etats-Unis refont donc de l'industrie. En Allemagne, on a refait de l'industrie depuis 15 ans, avec là aussi des salaires qui ont plutôt baissé, une protection sociale qui est devenue moins généreuse, des règles du marché du travail que l'on a rendu plus dures – de façon assez consensuelle, avec l'accord des syndicats allemands. Les nordiques, la Suède et le Canada, ont fait ces réformes dans les années 1990. En France, on commence à peine à conduire la réflexion qui était celle des Canadiens ou des Suédois en 1992 à propos des conditions qui peuvent permettre à l'économie de ne pas mourir. Nous avons juste vingt ans de retard sur ceux qui vont plutôt bien aujourd'hui ! On commence à percevoir qu'il faut monter en gamme, qu'il faut une fiscalité favorable aux entreprises, qu'il faut que les syndicats et le patronat discutent d'une façon un peu conviviale, etc.

*La crise n'est pas une crise de la finance, mais une crise de l'économie réelle*

Nous sommes confrontés à ce qui constitue le fond de la crise - qui a traversé les crises financières et en a été la cause fondamentale -, à savoir cette incapacité à générer une croissance qui suffise à satisfaire nos besoins sociaux de base. La situation est aujourd'hui pire qu'au début de la crise des *subprimes* puisque, pendant toute cette période, on a désinvesti plutôt qu'investi plus. La crise est en réalité une crise de l'économie réelle ; c'est une thèse qui ne plaît guère au public des librairies.

Il ne s'agit pas de nier la responsabilité de la finance : on n'était certes pas obligé de transformer en actifs financiers compliqués les crédits immobiliers des Américains ou des Anglais. Si on ne l'avait pas fait, la crise aurait assurément été moins sévère qu'elle ne fut.

Mais nous aurions tout de même eu une crise. L'Américain de base n'aurait de toute façon pas pu rembourser son crédit. Cela aurait été une crise bancaire, et non pas une crise de la finance. Au lieu d'avoir des produits financiers compliqués perdant soudainement toute leur valeur, nous aurions eu des crédits bancaires non remboursés.

La raison de base aurait cependant été la même. Le fond de la crise est qu'on a fabriqué du surendettement volontairement, en utilisant le crédit pour faire croître davantage des économies qui n'avaient pas envie de croître. La finance a eu un effet multiplicateur, mais ce n'est pas la finance qui a provoqué le début de cette crise. Ce qui l'a provoqué, c'est le surendettement des économies.

Dans la deuxième crise, celle de la dette publique, on ne peut faire ressortir aucune responsabilité de la finance, contrairement à ce qu'on a pu lire ici ou là. Les positions dites spéculatives sur les dettes publiques sont en réalité ridiculement petites. La première crise peut être imputée à la confection d'actifs financiers trop compliqués, trop risqués etc., mais la deuxième crise est vraiment une crise de l'excès d'endettement des Etats, laquelle n'a pas grand-chose à voir avec la finance.

La question est donc de savoir si les Français peuvent accepter que dans les vingt prochaines années il n'y ait qu'un petit pourcent de croissance par an, compte tenu du fait qu'on ne peut plus utiliser le crédit comme technique permettant de gagner du temps. Les Américains ont gagné du temps, mais aujourd'hui, il se passe à nouveau quelque chose aux Etats-Unis. C'est une économie qui est en train de changer, dans laquelle on fabrique à nouveau des usines d'automobiles et des usines de chimie dans le sud, où pourtant il n'y avait plus rien. Il y a vraiment quelque chose qui est en train de changer dans le modèle économique des Etats-Unis, alors qu'on ne voit rien qui change dans notre modèle. Nous sommes dans la même situation qu'avant la crise des *subprimes* de 2007, mais avec des perspectives de croissance encore plus faibles qu'en 2007. Durant ces cinq années, nous avons encore réduit ce qui est susceptible de fabriquer de la croissance dans le futur.

## **Discussion avec le Conseil d'analyse de la société**

*Quelle politique européenne ? La péréquation plutôt que l'homogénéisation des économies*

## **Vincent CHRQUI**

Je vous trouve excessivement sévère à propos de la gestion de la crise grecque. Il est vrai que Grèce n'était pas solvable, ce qui a été reconnu assez vite. Pourquoi a-t-on fait autant d'efforts pour que la Grèce puisse au moins payer une partie de sa dette ? Si l'on avait décrété que la Grèce ne devait pas rembourser au motif qu'elle n'était pas solvable, les marchés auraient anticipé le fait que d'autres pays, l'Espagne ou l'Italie par exemple, pourraient eux aussi ne pas rembourser. Les marchés auraient en conséquence cessé de prêter et la crise aurait alors été beaucoup plus grave et difficile à juguler.

L'argument qui consiste à consentir à la mort économique de certains pays pour ensuite s'efforcer de la compenser pose problème. On peut considérer que si le Nevada est un pays moins compétitif que les autres, ce n'est pas grave, puisque les Etats-Unis sont riches et puissants, et que le Nevada peut ainsi bénéficier de transferts financiers. Mais cela pose une question philosophique, qui ne ressortit plus à l'économie. Faut-il considérer l'Europe comme un tout tel que, lorsque des pays vont mal, on leur transfère de l'argent ? Le problème serait alors celui des limites : aujourd'hui, c'est la Grèce, demain, ce sera peut-être l'Italie qui en appellera à la solidarité européenne. Ou bien faut-il considérer que la construction européenne est une réalité intermédiaire entre une fédération et une réunion d'Etats qui requiert une certaine solidarité mais n'impose pas de transferts financiers massifs en faveur des pays en difficultés ? Si des pays sont en difficulté, ils doivent arriver à maîtriser leurs coûts, à maîtriser leurs salaires, pour que les rémunérations soient en accord avec la productivité. C'est ce qu'on attend de la Grèce, et c'est la ligne suivie par l'Allemagne. Ce n'est pas une spécificité allemande. C'est le projet européen tel qu'il est aujourd'hui, même si on peut toujours se poser la question de savoir, à la faveur de la crise, s'il ne faudrait pas aller plus loin dans la fédération et la solidarité. La réalité, c'est que ce n'est pas le choix politique qui a été fait jusque là.

## **Patrick ARTUS**

Dès lors que l'on a la même monnaie et qu'on ouvre les frontières, les entreprises utilisent les avantages comparatifs. Si les entreprises ont décidé de ne pas mettre d'industrie en Grèce, il n'y aura pas d'industrie en Grèce. Il est vain de prétendre que le futur de la Grèce serait qu'elle devienne compétitive pour conserver son industrie et ne pas avoir de déficit. Paul Krugman a écrit un excellent article sur le sujet il y a vingt ans, pour expliquer qu'au sein d'une union économique et monétaire, il se passe nécessairement la même chose qu'à

l'intérieur des Etats-Unis, où l'électronique est en Californie, les voitures sont à Détroit, les médias, plutôt dans l'Atlanta, tandis qu'en Floride, on pêche au gros ! Il n'y a pas moyen d'empêcher cela.

L'erreur conceptuelle de l'Europe a été de penser qu'on ne pourrait sortir de la crise que par des politiques économiques permettant de ré-homogénéiser l'Europe. On a demandé aux Grecs et aux Espagnols de devenir assez voisins des Allemands en termes de structures productives. Si cela ne se fait pas, on en conclut que le pays n'est pas assez compétitif et qu'il doit baisser les salaires. Les salaires au Portugal sont en-dessous de la moitié des salaires en Allemagne ! Le problème ne se situe pas là, mais tient au fait que personne n'a envie de fabriquer des produits industriels à Lisbonne : c'est trop loin, il y a des problèmes de transport, la main-d'œuvre est peut-être moins qualifiée...

Il y a une très forte spécialisation des régions. Si on ne met pas en place une structure fédéraliste, on va fabriquer une hétérogénéité de niveaux de vie considérable entre les régions. On peut certes toujours considérer que le projet européen est compatible avec des hétérogénéités de revenus énormes, et que si dans dix ans les salaires sont en Allemagne cinq fois plus élevés qu'au Portugal, ce n'est pas un problème. Je ne pense toutefois pas que cela soit tenable. Je ne crois pas du tout aux tentatives de ré-homogénéisation. Cela correspond au message allemand : « vous n'êtes pas compétitif ; baisser vos coûts de production et l'industrie reviendra. » Ce n'est pas le problème ! Ces pays sont compétitifs en termes de coûts. Ils sont simplement dans la situation de l'Alabama : avoir des activités de forte valeur ajoutée ne fait pas partie de leur avantage comparatif. S'il n'y a pas de solidarité, ils sont condamnés à devenir très pauvres. La question est donc de savoir si l'on veut qu'il y ait des régions très pauvres en Europe. C'est un choix politique.

### **Vincent CHRQUI**

L'alternative, ce sont des transferts financiers massifs. Mais cela, personne ne l'a décidé.

### **Patrick ARTUS**

Les Allemands envoient tous les ans 250 milliards d'euros vers leurs Länder les plus pauvres, ce qui représente 8% du PIB.

### **Vincent CHRQUI**

Oui, mais l'Europe n'est pas un pays !

**Patrick ARTUS**

Prenons les choses dans l'autre sens. Si nous choisissons de rester dans une structure non fédérale, que va-t-il se passer ? Les entreprises continueront de se spécialiser, sauf si l'on trouve le moyen de convaincre Monsieur BMW d'aller construire ses voitures au Portugal (mais je crains que le cas ne soit désespéré). Nous allons ainsi fabriquer des *Mezzogiorno* un peu partout : le sud de l'Espagne, la Grèce, le Portugal, le sud-ouest de la France deviendront des régions extrêmement pauvres. Comme de surcroît nous n'avons pas de mobilité du travail, la situation sera pire qu'aux Etats-Unis. Les jeunes qualifiés resteront chômeurs sur place au lieu d'aller travailler ailleurs. Nous allons fabriquer une situation politiquement intenable.

**Luc FERRY**

Nous sommes à l'évidence dans un entre-deux, et la question est de savoir s'il est tenable. Je comprends bien l'objection, mais j'entends encore mieux la réponse. On ne parvient pas à imaginer, même avec tous les cadeaux qu'on lui fait, que la Grèce puisse devenir un pays industriel. Elle est manifestement vouée à demeurer un pays de tourisme et de services. Christian Saint-Etienne nous a dit la même chose, en soulignant la différence entre les Etats-Unis et la zone euro : la Californie est plus riche que l'Allemagne, l'Alabama est plus pauvre que le Portugal, mais la péréquation, aux Etats-Unis, se fait automatiquement sans même qu'on en parle.

**Patrick ARTUS**

On mesure fort bien cette péréquation : le système fédéral américain fait disparaître la moitié des écarts de revenus qui existeraient sans lui.

**Luc FERRY**

*De facto*, l'Europe n'est pas dans ce cas-là. On peut cependant se demander si ce ne serait pas la bonne chose à faire, à condition peut-être de ne pas être trop nombreux.

**Caroline THOMPSON**

Vous avez évoqué le poids que représentait la Grèce pour l'Europe, mais L'Europe n'est-elle pas elle-même un poids pour la Grèce ? Quelles solutions auriez-vous préconisées à son sujet : effacer la dette ou proposer à la Grèce de faire cavalier seul ?

**Patrick ARTUS**

En Allemagne, il y a des transferts jusqu'à ce que le revenu moyen de chaque région de l'Allemagne ne soit pas inférieur à 99% du revenu moyen des Allemands. On est donc dans l'égalitarisme absolu entre les régions. Si l'on considère par exemple que la plupart des Grecs travailleront dans le secteur du tourisme (le reste de l'activité ayant vocation à disparaître), payés au SMIC grec, on conçoit bien qu'il leur sera difficile de financer tout seul leur système éducatif et leur système de santé. Le fédéralisme américain consiste précisément à financer les fonctions de base, telles que l'éducation publique ou les retraites publiques. On ne laisse pas cela à la charge des Etats. L'idée serait donc que l'Europe prenne en charge le système de santé grec. Il ne s'agirait pas d'égalitarisme absolu, mais, compte tenu du niveau des emplois en Grèce, de financer pour une part la protection sociale des Grecs par de l'impôt européen.

*Une politique européenne de croissance est-elle possible ?*

**Eric DESCHAVANNE**

Dans cette perspective, quel sens peut avoir le projet d'une politique européenne de croissance ? On parvient assez aisément à se représenter comment, idéalement, la France pourrait retrouver un peu de compétitivité. Mais la compétitivité est *a priori* un phénomène relatif : au sein de l'Europe, cela consiste à conquérir des parts de marché aux dépens de nos partenaires. Comment pourrait-on concevoir, au sein de la zone euro, une politique de croissance coopérative, une politique économique qui irait au-delà d'une éventuelle péréquation organisant des transferts financiers en faveur de pays dont vous nous dites qu'ils ne peuvent plus retrouver de dynamisme économique ?

**Patrick ARTUS**

Les Allemands disent aux autres : « ce qu'on a fait nous a réussi, donc faites comme nous ! ». On peut donc légitimement se demander ce qui se serait passé si tous les pays avaient les avait imités. Aurions-nous eu affaire à un jeu à somme nulle dans lequel, bien que tous les pays soient plus compétitifs, la zone euro en arrive au même état où elle est aujourd'hui -, ou bien la zone euro, prise globalement, serait-elle devenue plus compétitive vis-à-vis du reste du monde, produisant ainsi un surplus collectif à partager ? Pour répondre à cette question, il faudrait parvenir à discerner ce que les Allemands ont gagné vis-à-vis des autres pays européens et ce qu'ils ont gagné vis-à-vis du reste du monde. Or, l'impression générale est qu'ils ont bien davantage gagné vis-à-vis des autres européens que vis-à-vis du reste du

monde. On peut en conclure que si nous avions tous fait comme les Allemands, nous aurions en réalité très peu de surplus collectif à se partager.

Cela accroît mes doutes quant à la solution préconisée d'une homogénéisation fondée sur le « bon » modèle. Si les Allemands ont simplement réussi à « manger » les Espagnols, les Italiens et les Français, on peut en conclure que la seule chose qu'aurait produite une imitation du modèle allemand, c'est une baisse généralisée des salaires. Si nous pouvions « manger » les Chinois et les Américains en faisant tous la même politique, ce serait évidemment différent. Mon impression est toutefois qu'il s'agit presque d'un jeu à somme nulle. Les grands perdants de la politique allemande, ce sont les Français. Or, le fait que ce soit un jeu à somme nulle constitue un argument supplémentaire contre l'homogénéisation de la politique. Cela dit, c'est un vrai sujet. Il faudrait étudier plus précisément les chiffres, pour se représenter plus finement ce que nous aurions pu gagner vis-à-vis du reste du monde.

### **Luc FERRY**

Le projet d'une politique européenne de croissance ne devrait-il pas être précisément de gagner sur le reste du monde ? Que pensez-vous de l'idée selon laquelle l'Europe, qui en tant qu'Union européenne n'est pas elle-même endettée, pourrait lancer un grand emprunt de 3000, voire 5000 milliards d'euros qui permettraient, tout en appliquant le principe de désendettement des Etats - cette règle d'or à laquelle les Allemands sont très attachés -, de mettre en place au niveau européen une vraie politique de croissance ?

### **Patrick ARTUS**

La banque européenne d'investissement met soixante milliards tous les ans dans des projets d'entreprise en Europe. Il est faux de dire qu'il n'y a pas d'argent européen. Il y a quatre-vingt-trois milliards de fonds structurels à dépenser avant la fin de l'année prochaine. Ceux qui gèrent cet argent sont plutôt confrontés au problème de trouver où l'investir. Nous sommes davantage en peine de projet qu'en peine d'argent ! Le discours consistant à dire que les Etats doivent réduire leurs déficits pendant qu'au-dessus l'Europe doit faire de grands investissements intelligents en infrastructures est un discours sympathique, mais qui ignore les faits. Quand on va en Grèce ou au Portugal, tout est neuf et rutilant, avec des drapeaux européens partout ! Et que pourrions-nous faire en France comme infrastructures - financées par des émissions de l'Europe sur les marchés financiers – susceptibles de créer de la croissance en France ?! En 2009, on a fait pour six milliards d'euro de ronds-points !

Avec le Grand Emprunt, on a tout de même dégagé 35 milliards d'euros. Le seul problème de René Ricol et de ceux qui travaillent avec lui au CGI (Commissariat Général à l'Investissement), c'est qu'ils n'arrivent pas à dépenser l'argent. On a mis un peu d'argent dans les Universités, dans certains labos, etc. Il y a aujourd'hui beaucoup plus d'argent investi dans la recherche et l'innovation qu'il y a deux ou trois ans, et le problème de financement n'existe plus. Il reste quinze milliards à dépenser dont on ne sait que faire ! Or, quand il s'agit de dépenser de l'argent pour mettre du capital dans des entreprises innovantes, le problème est qu'on n'en trouve pas assez pour dépenser l'argent.

C'est un vrai sujet de débat avec François Hollande. Celui-ci ne dit pas, comme les socialistes à l'ordinaire, qu'il faut soutenir la demande. Pour la première fois, le parti socialiste semble reconnaître que le problème de la France est un problème d'offre, ce qui correspond à un véritable revirement d'analyse. Ce qui est discutable, en revanche, c'est le diagnostic qui consiste à dire qu'il n'y a pas assez d'argent, parce que l'Etat n'investit plus, parce que les banques ne prêtent plus, qu'il n'y a pas de capital-risque. François Hollande propose donc de faire une grande banque d'investissement, de changer la réglementation des banques pour qu'elles prêtent davantage, etc. Je crains toutefois que ces propositions ne soient fondées sur une erreur d'analyse.

Le problème, en France, est qu'on ne produit pas assez. Il n'y a pas assez de capacités de production. L'argent Européen, cela ne peut pas être du soutien de la croissance par la demande. Il y a eu dans la période récente des exemples spectaculaires de politiques de soutien de la demande qui ont totalement échoué. Je ne parle pas du logement, qui est un cas un peu particulier, mais de ce qu'on essaie de faire sur le solaire. Le problème s'est posé de la même façon en Allemagne : quand on incite tout le monde à équiper sa maison ou son supermarché de panneaux solaires alors qu'on ne fabrique pas les panneaux solaires, cela revient à dépenser de l'argent public pour faire fabriquer les panneaux solaires en Chine. Il arrive un moment où l'on arrête de subventionner, après malheureusement que la pose de panneaux solaires ait créé 25000 emplois. Il faut en conséquence licencier les 25000 personnes qui posaient les panneaux solaires ! Evidemment il aurait fallu réfléchir, au moment de mettre ces subventions en place, au fait que nous n'avions pas de producteurs domestiques et que nous nous trouverions nécessairement en situation de devoir importer.

Aujourd'hui, il ne servirait donc à rien d'avoir plus d'argent. On ne parvient déjà pas à dépenser celui dont on dispose tellement le tissu innovant est devenu petit. Ce n'est plus un problème d'argent ! C'est une très grosse erreur d'analyse de penser que c'est un problème d'argent : c'était peut-être le cas il y a dix ans, mais aujourd'hui, il y a la Caisse des dépôts,

le FSI (Fond Stratégique d'Investissement), le Grand Emprunt, OSEO, enfin de l'argent dans le capital. Il y a donc beaucoup d'argent, et tout cet argent qui devrait s'investir dans les entreprises innovantes, on n'arrive pas à le dépenser par manque de projets.

*Le problème français : la dissolution du tissu de PME innovantes*

**Patrick ARTUS**

Le problème n'est pas l'argent mais le fait que les créateurs et dirigeants de PME innovantes n'ont pas envie de faire croître leur entreprise : ils préfèrent la vendre à un grand groupe pour avoir de l'argent au lieu de la faire grandir. Le résultat est que nous n'avons plus d'entrepreneurs. C'est un phénomène désormais bien documenté. En France, le taux d'absorption des PME innovantes par les grands groupes est gigantesque puisque, si on considère la tranche des PME de 250 à 500 salariés, on voit que chaque année 17% d'entre elles sont absorbées par un grand groupe. Par conséquent, statistiquement, au bout de 4 ans il n'y en a plus.

Il y a un accord assez général de tous les milieux patronaux sur ce point. Les patrons de ces entreprises ont tellement peur du futur qu'ils préfèrent monétiser leur boîte lorsqu'on leur en propose un peu d'argent. Leur intérêt rejoint celui des grands groupes, qui préfèrent acheter des produits tout faits plutôt que de les développer eux-mêmes. Ils font ainsi de la croissance en croissance externe, et non en croissance interne. Le problème, c'est qu'une PME innovante absorbée par un grand groupe perd toute existence une fois qu'elle est dissoute dans celui-ci. On ne voit pas comment une PME innovante pourrait s'accommoder de la bureaucratie d'un grand groupe ; c'est impossible, elle disparaît donc, et le grand groupe récupère juste les brevets.

Nous avons donc un problème de dissolution de notre tissu. Alors certes, il reste les PME complètement défensives. Il existe une très grande majorité de PME qui sont, contrairement à ce que l'on croit, solides financièrement. Elles sont recapitalisées, n'investissent pas beaucoup, ne dépensent pas beaucoup d'argent et ont des réserves financières. Mais elles n'exportent pas, n'embauchent pas, ne grandissent pas. Il y a d'un côté cette majorité de PME qui n'investissent pas, et de l'autre, le petit nombre de PME qui fabriquent de la croissance et produisent à l'export, mais qui disparaissent brutalement dès qu'elles arrivent à une taille un peu visible. Le bout de notre économie qui pourrait fabriquer de la croissance disparaît.

**Christine ALBANEL**

Ce problème est-il spécifiquement français ? Et si oui, pourquoi ?

### **Patrick ARTUS**

Le taux d'absorption des PME par les grands groupes est en France dix fois supérieur à ce qu'il est en Allemagne, par exemple. C'est un problème d'environnement. Les patrons de PME sont confrontés à une somme d'ennuis. Je suis banquier et je suis amené à faire ce constat à travers les entretiens avec nos clients qui sont exactement dans cette configuration. Ils racontent la spécificité des problèmes que rencontre le patron d'une PME de 250 salariés : 1) il faut embaucher des adjoints parce qu'on ne peut plus gérer tout soi-même ; 2) il faut travailler avec les syndicats, les banques, la sécurité sociale, l'inspection du travail, la direction des impôts, l'URSAFF, etc. ; 3) il faut faire avec une énorme instabilité juridique, légale, fiscale... On a qu'une envie, c'est de voir venir le jour où quelqu'un va entrer dans votre bureau en disant : « Votre boîte vaut tout de même 25 millions ! Que diriez-vous de prendre un chèque de 25 millions ? » La tentation de prendre les 25 millions et de devenir golfeur belge est très forte ! Je me suis retrouvé, lors de l'e-G8 organisé par Maurice Lévy, à la table ronde des grands patrons français de l'Internet : il n'y en avait pas un qui n'avait pas vendu sa boîte ! D'après des enquêtes qui ont été faites par la CGPME, seules les PME familiales, en tout petit nombre, font exception en n'entrant pas dans cette logique-là.

### **Xavier OUVRARD**

Je suis moi-même créateur d'entreprises. J'ai créé plusieurs entreprises. La dernière, créée il y a six ans, est devenue leader en France de la vente d'instruments de musique. Je l'ai vendue il y a quatre mois. Il y avait 250 salariés, elle faisait 35 millions d'euros de chiffre d'affaire, et je l'ai vendue à un grand groupe.

Je peux vous donner les deux principales raisons pour lesquelles j'ai vendu. La première tient à l'instabilité normative, typiquement française. On a catégorisé les entreprises, en réservant le label « entreprise innovante » à quelques secteurs, comme l'Internet. Mon entreprise, par exemple, alors même qu'elle a fait des investissements lourds, n'a jamais bénéficié de crédits Impôt-recherche ni d'aucune subvention. A l'instar de la majorité des entreprises françaises, elle était considérée comme appartenant à un secteur sans intérêt. On a ainsi créé des niches permettant de vivre avec de l'argent public : je pourrais vous citer le nom d'entreprises qui perdaient de l'argent et qui vivaient grâce aux subventions parce qu'elles ressortissaient au domaine privilégié des nouvelles technologies. Nous sommes en permanence confrontés à des effets de seuil concernant la représentation du personnel, le type d'aides dont on peut

bénéficiaire, etc., qui sont vécus par l'entrepreneur comme des entraves. Il serait préférable d'avoir des règles communes à l'ensemble de l'économie pour faire en sorte que les entreprises, sans se soucier de savoir si elles sont innovantes ou pas, reconstituent leurs marges pour investir. Nous avons investi quatre millions d'euros au cours des dernières années en espérant bénéficier d'un crédit Impôt-recherche, mais nous n'avons rien obtenu, ce qui est assez décourageant.

Le second point que je voudrais évoquer est le fait que le chef d'entreprise en France, aujourd'hui, est systématiquement stigmatisé. J'ai trente-neuf ans ; quand j'ai décidé de devenir chef d'entreprise, la plupart de mes amis m'ont pris pour un fou, en me disant : « tu as fait les grandes écoles, pourquoi ne restes-tu pas dans les grands groupes ? Tu seras mieux payé, etc. » Le chef d'entreprise est en gros considéré comme un escroc, un délinquant potentiel. La notion d'engagement du chef d'entreprise, non pas simplement pour lui, pour gagner de l'argent, mais aussi pour son pays, n'est pas suffisamment prise en compte. Je pense qu'il faudrait à cet égard poser la question de la « désidéologisation » de notre pays. Il y a notamment un problème avec le profil des gens qui représentent l'entreprise en France, du fait que, pour l'essentiel, on trouve à la tête des grandes institutions patronales des figures patronales qui incarnent la grande entreprise et les gros salaires.

### *Les recettes du modèle allemand*

#### **Vincent CHRQUI**

L'Allemagne exporte la moitié de son PIB. C'est un pays qui est parvenu à préserver sa compétitivité et une base industrielle forte, à l'inverse de tous les autres pays européens. La vraie question, à laquelle il est difficile de répondre, est de savoir pourquoi les Allemands ont réussi là où les autres ont échoué. Il y a une première hypothèse explicative, qui est la maîtrise des coûts. Celle-ci expliquerait tout le reste, la maîtrise des coûts permettant de garder de l'argent pour innover, faire de la recherche-développement et investir. L'autre explication tient aux différences culturelles que l'on a pu évoquer. Il me semble que l'on n'a pas encore une représentation très fine de ce qui fonctionne chez eux et ne fonctionne pas chez nous. On a bien sûr quelques idées, mais je n'ai jamais vu passer de contribution décisive sur ce sujet.

L'Allemagne bénéficie du fait qu'il y a l'Europe. L'euro est beaucoup plus faible que ne le serait le deutsch-mark, tandis que, pour les autres pays, l'euro est plus fort que ne le seraient leur monnaies respectives si on les avait gardées. Le problème de la compétitivité de l'Europe est un peu le problème allemand, et il faudrait à cet égard que la convergence se fasse dans les

deux sens. Or, c'est un point que les Allemands ne veulent pas envisager, parce qu'à leurs yeux ils font bien et qu'ils estiment que les autres devraient s'efforcer de faire aussi bien.

### **Patrick ARTUS**

L'explication ne doit pas être cherchée du côté de la macro-économie. Le freinage des salaires joue un rôle mineur dans le modèle allemand. C'est un modèle de coopération. Les grands groupes ne tordent pas le coup de leurs sous-traitants. Ils essaient de les emmener avec eux à l'exportation, de les aider à grandir, à investir, alors que les grands groupes français ne s'intéressent qu'à faire baisser les marges de leurs sous-traitants. Les syndicats sont capables de négocier des compromis entre les salaires, l'emploi, la capacité de l'entreprise à se développer.

Une enquête effectuée à partir d'échantillons de PME dans divers pays posait la question : « L'administration de votre pays est-elle '*business-friendly*'? ». Le pays où l'on obtient la proportion la plus basse de réponses positives à cette question est la France (25% de « oui » contre 75% de « non »). Le pays où l'administration est perçue comme la plus favorable est l'Inde, avec 98% de « oui » et 2% de « non ». En Allemagne, on obtient 75% de « oui », 25% de « non » : l'administration allemande est « *business-friendly* ». En outre, une PME allemande ne traite jamais avec l'Etat fédéral, mais uniquement avec la région, qui est plus proche d'elle.

Il n'y a pas que le modèle allemand. N'oublions pas le nord de l'Italie. Il y a plus d'Italiens, en proportion, que l'Allemands qui travaillent dans l'industrie. L'Italie est plus industrielle que l'Allemagne. Dans le nord de l'Italie, on retrouve ce même modèle de coopération. La France est dans un modèle de conflit, pas dans un modèle de coopération.

Ce qui est inquiétant, c'est de voir que les conseillers de François Hollande, et François Hollande lui-même, considèrent que le problème aujourd'hui proviendrait du fait que les banques ne prêtent pas. A partir d'une analyse juste, établissant qu'il y a un problème d'investissement et de capacité de production, on arrive à une conclusion fautive, selon laquelle le problème est celui du financement. Or, le problème essentiel n'est pas aujourd'hui celui du financement – il y a suffisamment d'argent -, mais celui des institutions, des relations institutionnelles entre les partenaires.

*L'anomalie française*

**Christine ALBANEL**

La France n'est tout de même pas la Grèce. N'est-il pas possible d'éviter que la France ne devienne une économie strictement spécialisée dans les services, en réduisant les dépenses publiques et en réalisant les réformes structurelles que l'on repousse sans cesse ? Il y a nombre de sujets, le système de santé, l'enchevêtrement des différents niveaux de collectivité, la formation professionnelle, l'excès de réglementation et l'instabilité réglementaire, etc., sur lesquels il devrait être possible de progresser.

### **Patrick ARTUS**

Quand on regarde la capacité à acheter du capital, la qualification de la main d'œuvre, les ressources naturelles, le prix de l'énergie, les infrastructures publiques et qu'on se demande où doivent aller les activités à forte valeur ajoutée, la France apparaît comme le seul cas où ce qui se passe n'est pas conforme à la théorie. On comprend parfaitement pourquoi les activités à forte valeur ajoutée sont allées en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, en Finlande ou en Suède. On comprend assez bien pourquoi elles sont parties d'Espagne, du Portugal, de Grèce, etc. En Irlande, la situation est très particulière, du fait que les Irlandais ont compensé par des avantages fiscaux considérables leurs désavantages naturels (sans ces avantages fiscaux, l'Irlande serait dans la situation de la Grèce). Le débat sur la fiscalité des Irlandais est terrifiant : s'ils avaient la fiscalité de droit commun de l'Europe, ce serait une autre Grèce. Il n'y a d'emplois en Irlande que parce qu'il n'y a pas d'impôt. En revanche, la France devrait être à peu près comme l'Allemagne. Nous avons des infrastructures publiques et un système éducatif plutôt meilleurs, nous payons notre énergie moins cher (le nucléaire fournit une énergie 50% moins chère qu'en Allemagne), nous avons la tradition des écoles d'ingénieurs... La France est le seul pays qui se spécialise d'une manière qui n'est absolument pas conforme à ses avantages comparatifs. Il faut donc aller chercher des explications ailleurs que du côté de la macro-économie : ce sont les facteurs institutionnels, les freins qui relèvent du social, de l'administravo-politique, la structure corporatiste de l'économie, etc.

### **Xavier OUVRARD**

Sur la question du financement des entreprises, il ne faudrait pas pousser l'argument trop loin. Vous avez sans doute raison sur le plan macro-économique, mais il y a tout de même des entreprises, en particulier dans les villes moyennes, qui ont des problèmes de financement. Je crois cependant que ce qu'il faut vraiment changer, c'est le rapport des Français à l'entreprise. Il faut notamment donner aux Français l'esprit d'aventure qui leur manque. L'Italie du nord est à cet égard un exemple. La région la plus riche d'Europe, c'est l'Italie du nord, et non pas

la Ruhr ! Avant de monter en France ma dernière entreprise, j'avais créé une entreprise en Amérique latine, où j'ai vécu quatre ans. A chaque fois, j'ai trouvé en face de moi des Italiens ! Ce qui caractérise l'Italie du nord, c'est cet esprit d'aventure nécessaire à la conquête des parts de marché à l'export. J'ajoute qu'il faut investir massivement dans l'apprentissage des langues étrangères. La première mesure à prendre d'urgence, c'est de développer en France l'usage des langues étrangères. Je vous donne un exemple : j'habite Marseille, et j'ai été sélectionné parmi les quatre chefs d'entreprise qui devaient se trouver face au grand jury pour l'attribution de la capitale européenne de la culture. Pourquoi ? Parce qu'à Marseille, nous étions seulement quatre chefs d'entreprise capables d'avoir un échange en anglais.

### *L'économie de la décroissance est-elle tenable ?*

#### **Theresa CREMISI**

Il y a une question que vous avez effleurée, en évoquant vos lecteurs de librairie, pour toutefois l'écartier d'un revers de main. Pourquoi serions-nous contraints à une croissance éternelle ? Ce n'est pas seulement une question d'économie, elle a une portée philosophique. Ne pouvons-nous pas concevoir de nous replier sur un bonheur raisonnable ?

#### **Patrick ARTUS**

Je vais vous faire une réponse d'économiste. Notre production augmente de 1% par an, tandis que notre consommation augmente de 2% par an. Depuis la création de l'euro, la consommation a augmenté de 15% de plus que la production. Si on veut n'avoir que 1% de croissance de la production par an, il faudrait n'avoir que 1% de croissance de la consommation. Comme ce n'est pas le cas, nous sommes allés produire ailleurs ce que nous consommons. On ne peut pas faire pire que ce choix collectif de ne pas garder les capacités de production dans les pays d'Europe de l'ouest pour les envoyer dans les pays émergents. On a le droit de croître peu, à condition de consommer aussi peu. Ce n'est à l'évidence pas le choix des Français : la consommation n'a pas ralenti tandis que la production a ralenti. On importe de plus en plus ce qu'on consomme. Prenez Renault : en 1995, Renault avait 80% de contenus français dans ses voitures ; aujourd'hui, c'est 20%.

Par leurs habitudes de consommation, les Français ne votent pas pour un modèle où il n'y a pas de croissance. L'écart entre la consommation et la production est rempli par le crédit. La production, ce sont les revenus : si l'on veut consommer plus que ses revenus, il faut

s'endetter. Cet écart a totalement détruit notre commerce extérieur. On a donc à la fois le surendettement et la destruction du commerce extérieur, ce qui montre bien que les Français n'adhèrent pas au modèle de faible croissance.

### **Luc FERRY**

Vous avez fait ici-même un exposé remarquable qui montrait que la croissance mondiale se heurtait au problème de l'épuisement des ressources. Sur ce point, les écologistes ont raison : nous allons buter sur un mur. Par-delà cette contrainte, on peut légitimement se demander s'il est possible, du point de vue de l'économie, de concevoir un modèle de décroissance. Essayons de faire abstraction des habitudes de consommation. Bien entendu, les gens veulent consommer toujours plus. Mais si, par hypothèse, on les imaginait capables de voir rationnellement toutes les possibilités de systèmes politiques et économiques qui s'offrent à eux, il leur serait possible de s'interroger sur le système idéal. Est-ce qu'on peut, dans cette perspective, simplement concevoir qu'un système économique pourrait fonctionner avec une croissance zéro ou sur la décroissance ? Est-ce imaginable ?

### **Patrick ARTUS**

Qu'appelle-t-on la « croissance » ? La partie de ce qu'on appelle croissance réelle qui est simplement une mesure par les instituts de statistiques du soi-disant progrès de qualité des produits qu'on vend est devenue tout à fait considérable. Quand on fabrique une voiture ou un ordinateur avec quelques fonctions de plus, le statisticien considère que puisque le produit est meilleur, il est aussi moins cher. Aux Etats-Unis, ce procédé statistique explique plus d'un point de croissance par an. En France, cela représente donc la totalité de notre croissance. Ce que nous baptisons croissance aujourd'hui, c'est en réalité l'imputation en baisse de prix fictive de la qualité présumée supérieure des biens ; elle ne provient que des options supplémentaires d'un nouveau produit. Or, nous savons par ailleurs que l'utilisateur moyen d'un ordinateur portable, par exemple, n'utilise que 17% des capacités de sa machine...

Si on ne corrigeait pas les comptes nationaux et les taux d'inflation des effets qualités, comme disent les statisticiens, on s'apercevrait qu'on est en réalité déjà en période de croissance nulle en volume. Ce que j'appelle croissance en volume, c'est le bien-être supplémentaire que nous tirons soi-disant des fonctions supplémentaires des biens que nous achetons. Quand on essaie d'expliquer la différence entre l'inflation perçue et la vraie inflation, il faut tenir compte du fait que la « vraie » inflation est celle qui est mesurée par les instituts statistiques, c'est -à-

dire l'inflation moins l'imputation des effets de qualité - ce qui fait que le prix des voitures baisse alors qu'on les paye toujours le même prix, simplement parce qu'il y a plus d'options. La vraie question est donc de savoir si l'on n'est pas dans une croissance totalement fautive, y compris même du point de vue des chiffres, avec de fausses baisses de prix. Ce que les statisticiens mesurent, c'est la valeur des échanges. Pour un ordinateur portable acheté 900 euros, il faut faire le partage entre le prix et le volume. La croissance, c'est le volume. Comme le nouvel ordinateur a plus de fonction que celui que l'on avait acheté précédemment, on va dire que le prix a baissé, ce qui n'est pas vrai (on l'a payé le même prix, voire plus cher). On fait donc baisser le prix fictivement. La valeur étant ce qu'elle est, le volume d'ordinateurs vendus augmente.

La croissance que nous avons aujourd'hui correspond uniquement à la représentation de l'effet de qualité. Il y a une valorisation des effets de qualité. La question est de savoir si c'est de la vraie qualité. Il faudrait pouvoir discerner la vraie et la fautive qualité. En réalité, nous n'avons pas du tout de croissance, mais uniquement de l'imputation des effets de qualité en baisses des prix - lesquelles ne sont des baisses de prix que pour le statisticien.

### *Morale de la mondialisation*

#### **Haïm KORSIA**

A propos des émergents, il faut se rappeler qu'il y a vingt ans nous étions dans une crise morale, en vivant avec l'idée que nous avons le confort tandis qu'ils étaient dans la misère. Alors, évidemment, nous ne pouvons pas accepter de devenir pauvre, mais dans une certaine mesure, s'ils produisent ce que nous consommons et s'enrichissent ainsi, c'est un juste retour des choses. Cela nous a permis de régler notre problème moral. On avait un problème moral de riches, on a désormais un problème financier de pauvres !

#### **Patrick ARTUS**

J'adhère assez à la thèse de l'externalité. C'est bien d'aider les émergents. En même temps, quand on installe une usine d'automobiles en Chine plutôt qu'en Europe, elle émet quatre fois plus de CO2. Et encore, la Chine, ce n'est pas le pire : il n'y a pas, par exemple, le travail des enfants. C'est mieux que le Bangladesh. Cela dit, la question de savoir si le développement de la protection sociale des émergents au niveau de développement qui est le leur est quelque chose de normal ou pas, me semble une question morale assez complexe. Je ne suis pas hostile à l'idée qu'il faudra, à un moment, taxer les émergents pour compenser le dumping

social, mais c'est un problème complexe. Ce qui est étonnant en Chine, que je connais assez bien pour y être allé souvent, c'est l'inversion totale de la perception relative. Il y a vingt ans, les Chinois nous disaient « nous sommes pauvres et vous êtes riches » ; aujourd'hui, ils nous disent : « vous êtes pauvres et nous sommes riches, nous allons voir comment vous aider intelligemment. »